



**Comité spécial sur l'élaboration d'une convention
contre la criminalité transnationale organisée**

Neuvième session

Vienne, 5-16 juin 2000

Point 3 de l'ordre du jour

**Examen du projet d'instrument juridique international additionnel
contre le trafic des personnes, en particulier des femmes et des enfants**

Propositions et contributions

**Amendement à l'article 6 du projet révisé de Protocole additionnel à la
Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale
organisée visant à prévenir, réprimer et punir le trafic des personnes, en
particulier des femmes et des enfants, présenté par la présidence**

Article 6

Rapatriement des victimes du trafic des personnes

1. L'État dont une victime du trafic des personnes est ressortissante ou dans lequel elle avait le droit de séjourner au moment de son entrée dans l'État d'accueil facilite et accepte le retour de cette personne sans délai injustifié ou déraisonnable.

1 *bis*. Quand un État Partie renvoie une victime du trafic des personnes dans un État Partie dont cette personne est ressortissante ou dans lequel elle avait le droit de séjourner au moment de son entrée dans l'État d'accueil, ce retour est assuré compte dûment tenu de la sécurité de la personne et de l'état des procédures auxquelles elle est partie, et il est, autant que possible, volontaire.

1 *ter*. Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte aux droits établis au profit de la victime par [toute législation nationale] la législation nationale de l'État d'accueil adoptée en application de l'article 5 du présent Protocole.